

*Les crédits*

Le gouvernement fédéral a une responsabilité envers les contribuables: il ne doit pas se contenter de percevoir les impôts, mais s'assurer également que cet argent est dépensé à bon escient. Si cet argent a été accepté sur une base supposément frauduleuse, il devrait être rendu et on devrait s'assurer qu'il retourne dans les coffres de l'État. Nous entendons beaucoup de belles paroles de la part des députés d'en face qui disent se préoccuper du déficit. Si le gouvernement se préoccupe tant du déficit, qu'il se fasse rembourser ces 8 millions de dollars. Cela contribuerait dans une certaine mesure à protéger les contribuables canadiens ordinaires contre ce genre d'abus du gouvernement.

Nous avons un processus d'examen des évaluations environnementales qui est plein de trous. Nous avons un régime fiscal qui est conçu contre les familles canadiennes ordinaires, mais ce sont elles qui doivent payer pour ce processus qui est fondamentalement imparfait. Nous pouvons faire mieux. Beaucoup mieux. Je sais que nous, de notre parti, entendons faire mieux lorsque nous formerons le gouvernement la prochaine fois, car le gouvernement est tellement. . .

**Mme Langan:** Corrompu.

**Mme Hunter:** Je ne dirai pas le mot que ma collègue a employé. Je suis persuadée qu'il a été signalé dans le harsard, car je sais qu'il est antiparlementaire, mais les idées des ministériels sont fatalement imparfaites. Ils n'ont aucune vision du genre d'orientation que nous devrions suivre en matière d'environnement.

Quand nous parlons du critère de développement durable, cela ne nous est pas inspiré par une théorie fumeuse d'après laquelle l'économie serait en quelque sorte incompatible avec l'environnement. Non, monsieur le Président. Il nous faut intégrer l'environnement et l'économie.

Nous savons que les gens souffrent. Nous savons que les habitants de la Saskatchewan veulent des emplois. Nous le comprenons. Mais ces emplois en Saskatchewan, tout comme ceux de Hibernia, ne peuvent être créés à n'importe quel prix, et surtout pas au détriment de l'environnement. Ce n'est pas seulement notre génération, mais aussi les générations futures qui en paieront le prix.

Le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership. C'est ce qui manque, le leadership du gouvernement fédéral en matière d'évaluation environnementale. Nous semblons en avoir peur et craignons de trop bureaucratiser le développement. Telle n'est pas l'intention d'une évaluation environnementale réelle, laquelle vise à mon-

trer que l'environnement et l'économie ne sont pas distincts, mais forment un tout. En tant que contribuables du Canada, nous représentons l'économie. L'environnement, c'est l'endroit où nous vivons et la façon dont nous vivons.

Pour conclure, j'aimerais dire que la motion dont est saisie la Chambre aujourd'hui à propos du projet Raftery-Alameda n'est qu'un des exemples des lacunes du processus de l'évaluation environnementale. Je sais que dans les jours à venir, nous pourrions débattre davantage du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. J'aimerais avertir la Chambre que nous ne pouvons plus gaspiller de temps ni de ressources. Nous avons le devoir, en tant que politiciens fédéraux, de créer un processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement qui intègre l'environnement et l'économie, qui montre aux Canadiens que les projets financés par le gouvernement fédéral grâce à l'argent des contribuables sont durables, tant pour l'économie que pour l'environnement.

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Monsieur le Président, il est près de 18 heures, mais j'ai une brève observation à faire.

La députée de Saanich—les Îles-du-Golfe a fait une déclaration qui mérite, à mon avis, d'être commentée plus longuement, mais, malheureusement, le temps nous manque. Elle a dit qu'il ne faudrait pas créer des emplois à n'importe quel prix. Je crois que cette affirmation est le point capital du débat sur l'environnement.

On invoque l'argument des emplois, de même que celui de l'eau, pour justifier la poursuite de ce projet. En Colombie-Britannique, on invoque les emplois pour justifier l'exploitation de vieilles forêts et de diverses autres forêts que les environnementalistes cherchent à protéger. En fin de compte, nous devons trouver un autre moyen d'envisager la création d'emplois dans notre pays et, d'ailleurs, dans le reste du monde. Tout ce qui permet de créer des emplois n'est pas forcément bon.

Si vous le permettez, je voudrais revenir à mon autre vocation, l'Église. Je me souviens qu'une des plaintes que les Romains faisaient à saint Paul, c'était qu'il poussait les fabricants d'idoles au chômage. À Rome, la gravure constituait un important secteur de création d'emplois. Or, on disait de saint Paul qu'il faisait perdre leur travail aux graveurs. L'Église chrétienne n'a pas alors plié bagage et n'a pas dit: «Nous ne voulons pas que les graveurs se retrouvent sans travail, alors nous allons simplement cacher la vérité et ne plus continuer.» Au lieu de cela, elle a continué.